



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-113680>

Département(s) de publication : 17

Annonce n° 24-113680

Fournitures

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Département de la charente-maritime

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 22170001600738

Ville : La rochelle cedex 9

Code postal : 17076

Groupement de commandes : Oui

Nom du coordinateur du groupement : Département de la charente-maritime

Département(s) de publication : 17

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_PaKMGS0_8P

Identifiant interne de la consultation : 24OSCB08

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Service de la Commande publique

Adresse mail du contact : Proceduredemat.marches@charente-maritime.fr

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ; - Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ; - Le

Document Unique de Marché Européen (DUME) est disponible sur le profil acheteur : <http://www.achatpublic.com> ; Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois".

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : 31/10/2024 à 17:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Direction de la Culture, du Sport et du Tourisme Service Culture et Lecture Publique

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Prestations de fourniture de ressources numériques accessibles à partir des portails des médiathèques, membres du groupement de commande du réseau de la Médiathèque départementale de la Charente-Maritime

Code CPV principal - Descripteur principal : 22113000

Type de marché : Fournitures

Description succincte du marché : L'accord-cadre concerne la fourniture de ressources numériques accessibles à partir des portails des médiathèques, répartie en 3 lots : livres numériques et audio en ligne, presse en ligne et musique en ligne. L'accord-cadre est conclu, pour la période initiale, à compter du 1er janvier 2025 ou de sa date de notification si postérieure jusqu'au 31/12/2025. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Lieu principal d'exécution du marché : Territoire de la Charente-Maritime

Durée du marché (en mois) : 48

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 - Lots

- **Description du lot** : Lot 1 Livres numériques et audio en ligne Accord cadre mono attributaire à bons de commande avec un maximum de 12 300 euros HT pour la première période, de 13 300 euros HT pour la deuxième période, de 14 000 euros HT pour la troisième période et de 15 000 euros HT pour la quatrième période.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 22113000

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 54600 euros

Lieu d'exécution du lot : Territoire de la Charente-Maritime

- **Description du lot** : Lot 2 Presse en ligne Accord cadre mono attributaire à bons de commande avec un maximum de 23 500 euros HT pour la première période, de 25 000 euros HT pour la deuxième période, de 26 000 euros HT pour la troisième période et de 27 000 euros HT pour la quatrième période.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 22113000

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 101500 euros

Lieu d'exécution du lot : Territoire de la Charente-Maritime

- **Description du lot** : Lot 3 Musique en ligne Accord cadre mono attributaire à bons de commande avec un maximum de 10 400 euros HT pour la première et deuxième période, de 13 000 euros HT pour la troisième et quatrième période.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 22113000

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 46800 euros

Lieu d'exécution du lot : Territoire de la Charente-Maritime

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Les critères de sélection des offres sont mentionnés dans le Règlement de la Consultation. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements. Les variantes ne sont pas autorisées. Le délai global de paiement est de 30 jours. Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur les fonds propres du Département. Le mode de règlement de l'administration est le mandat administratif. Le pouvoir adjudicateur applique le principe Dites-le nous une fois. Dossier de consultation gratuit. Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée. Au moment du dépôt, la signature électronique des documents n'est pas exigées pour cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue devra être signée électroniquement afin de pouvoir procéder à la notification du marché correspondant. Une offre finale non signée électroniquement sera considérée comme irrégulière. Le délai de validité de offres est de 4 mois. Voies et délais des recours dont dispose le candidat : - Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 07/10/2024